



ARRETE DE NON OPPOSITION AVEC PRESCRIPTIONS A LA MODIFICATION D'UNE DECLARATION PREALABLE DE TRAVAUX

DÉLIVRÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DOSSIER N° DP0332402500138M01

Déposé le 08/04/2026

De Monsieur AMILLARD Jonathan
Domicilié(e) 5 rue du Béchon
 33290 – Blanquefort
Pour Modification de façade du projet
 initial (ravalement et menuiseries)
Sur un terrain 3 rue Pierre Curie
sis 33340 – Lesparre-Médoc
Cadastré AK 61

SURFACE DE PLANCHER

Existante : 201 m²
Créée : 33.5 m²
Démolie : 0 m²

DESCRIPTIF DU DOSSIER D'ORIGINE

N° Dossier : DP 033 240 25 0 0138
Accordée le : 26/01/2026
Surface plancher créée : 33.5 m²

Le Maire de LESPARRÉ-MÉDOC,

Vu la demande de modification d'une déclaration préalable de travaux présentée le 08/04/2026, par Monsieur AMILLARD Jonathan domicilié 5 rue du Béchon 33290 Blanquefort, et enregistrée par la mairie de LESPARRÉ-MÉDOC sous le numéro DP0332402500138M01,

Vu l'objet de la demande :

- Pour la modification de façade du projet initial : ravalement et menuiseries,
- Sur un immeuble situé 3 rue Pierre Curie 33340 Lesparre-Médoc, parcelle cadastrée AK 61,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment son article R 425-1,

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé en conseil municipal le 10 juillet 2017, notamment le règlement de la zone Ua,
 Vu l'accord avec prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 07/05/2026,

Considérant que l'article R. 425-1 du code de l'urbanisme prévoit que « Lorsque le projet est situé dans les abords des monuments historiques, le permis de construire, le permis d'aménager, le permis de démolir ou la décision prise sur la déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue à l'article L. 621-32 du code du patrimoine si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord, le cas échéant assorti de prescriptions motivées, ou son avis pour les projets mentionnés à l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine. »,

Considérant que le projet, est situé dans le périmètre de protection d'un monument historique « La Tour de l'Honneur » et dans le champ de visibilité de cet édifice, il est donc soumis à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France en application de l'article R. 425-1 du code de l'urbanisme,

Considérant que l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France susvisé dispose que : « Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. L'Architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions. »

ARRÊTE

ARTICLE 1 : La demande de modification de la déclaration préalable N°DP0332402500138, délivrée le 26/01/2026, en cours de validité, est **ACCORDÉE** pour les modifications susvisées, sous réserve du strict respect des prescriptions de l'Architecte des Bâtiments de France énoncées à l'article 2.

ARTICLE 2 : « Afin de rester compatible avec la qualité des abords du monument historique, le projet doit respecter les prescriptions suivantes :

- Les rives de toiture au niveau de la cour intérieure créée sont réalisées par une double chaîne de tuiles canal, sans bandeaux.
- Les bardages de bois des façades sont constitués de larges lames verticales, ils sont traités à cœur et laissés bruts ou teintés (brou de noix, brun...). »

Fait à Lesparre Médoc, le 20 mai 2026

Le Maire
 Bernard GUIRAUD



NOTA :

1. La puissance de raccordement électrique sur laquelle ce dossier a été instruit est de 12 kVA monophasé.
2. La réalisation des travaux pourra donner lieu au versement de contributions au titre de la taxe d'aménagement. L'avis d'imposition sera transmis ultérieurement au pétitionnaire, par les services du TRESOR.
3. La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision : A cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Bordeaux d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État dans un délai d'un mois. Cette démarche ne proroge pas le délai de recours contentieux. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours, par l'autorité compétente vaut décision de rejet implicite.

Durée de validité du permis / de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis / de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau doit être conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19.

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévu par la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978 modifiée relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.